

# AGORA – Plan d’Urgence – Fiche Ga – ÉCONOMIE – Renationalisation de la Poste, des autoroutes et de toutes structures nationales indispensables comme la fourniture de l’eau et de l’électricité.

Écrit le [30 avril 2021](#)

Auteur [Marcassin](#)

2021-04-30 17:32:55 ~ [Agora](#)

## Eclairage

*La nationalisation est « l’opération par laquelle la [propriété](#) d’une entreprise ou d’un groupe d’entreprises est transférée à la collectivité afin de la soustraire, dans l’intérêt général, à la direction capitaliste » (J. Rivero, *Le Régime des nationalisations, Jurisclasseur civil, annexes III, 1948*).*

Une nationalisation est donc un acte politique qui modifie la [répartition](#) des pouvoirs dans une société. Elle peut se réaliser par l’éviction complète des intérêts privés ; mais la disparition totale des intérêts privés n’est pas absolument nécessaire pour que le pouvoir appartienne réellement à l’État.

- Entre décembre 1945 et avril 1946, les secteurs du crédit, des ressources énergétiques et de l’assurance sont nationalisés par le [gouvernement provisoire en France](#). Une vague de nationalisations aura lieu en 1948 dans les secteurs du transport terrestre, aérien et maritime.
- Les nationalisations sont inscrites dans le [Programme commun](#) signé entre le Parti socialiste (PS), le Parti communiste français (PCF) et les Radicaux de gauche et c’est peu de dire qu’il s’agit d’une vague... Passent sous la coupe de l’État : [les industriels](#) Thomson, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Rhône-Poulenc, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Sacilor, Usinor, [les banques](#) Paribas, Suez, CIC, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Banque Rothschild, Banque Worms, Banque La Hélin...
- À partir de 1993, Edouard Balladur, Jacques Chirac, Juppé, Lionel Jospin repassent alors dans le privé, pêle-mêle, la BNP, Elf Aquitaine, l’UAP, la Seita, AGF, la Compagnie générale maritime, Usinor-Sacilor, Aérospatiale, le Gan...
- Dans les années 2000, ouverture du capital de France Télécom, de Gaz de France, baisse de la participation dans Renault, privatisations des sociétés d’autoroutes... Les prises de contrôle majoritaire du capital de sociétés privées par l’Etat se sont raréfiées mais l’intervention de l’Etat-actionnaire n’a en réalité pas cessé : Opération ratée sur ArcelorMittal, Dexia (*franco-belge, opérateur majeur des collectivités*) victime des subprimes, Le sauvetage ( ?)

d'Alstom , La liquidation du Crédit Lyonnais (mise sur pied d'une structure publique, le Consortium de réalisation (CDR)).  
ET maintenant ? Après la fièvre néolibérale du « nouveau monde » de liberté de circulation des capitaux, , les conséquences financières du COVID vont mettre à l'épreuve la survie des entreprises.

QUI, en France aura l'intelligence et le courage de bien utiliser les ressources publiques pour remettre sur les rails notre machine économique ???

## Remarque

*Les privatisations peuvent aussi masquer la volonté politique de mettre fin à des « statuts spéciaux ». Leur évolution est une question majeure; cette volonté ne doit en aucun cas être le frein à la reprise du pouvoir dans une entreprise de services au public par l'Etat ou par une Collectivité territoriale.*

## Actions

A1/ STOPPER les privatisations en projet , officielles ou occultes : Aéroports de PARIS, Routes nationales, projet HERCULE pour EDF...(cf. Loi Pacte)

A2/ Déclencher sans délai un PLAN 2022-2023 , **argumenté**, de retour au secteur public

- Soit par la négociation avec les actionnaires actuels dans des conditions équitables et selon un programme concerté
- Soit par une décision législative fixant les conditions financières et sociales de l'opération et le programme d'exécution

## Remarque

*L'APE Agence des Participations de l'Etat, sous la tutelle du Ministre de l'économie et des finances est l'organe exécutif concerné et disposant de toute l'information nécessaire. Son rôle et ses pratiques nécessiteront sans délai une révision complète dans une perspective institutionnelle.*

## Prolongements et compléments

1/ Mettre en place l'organisme en charge du pilotage du Plan 2022-2023 ( éventuels relais territoriaux)

2/ Légiférer sur la REPRESENTATION des USAGERS dans les entreprises ou Groupes et sur les procédures d'information des représentants élus à l'Assemblée Nationale.